

CONVENTION ON INTERNATIONAL TRADE IN ENDANGERED SPECIES
OF WILD FAUNA AND FLORA



Seventy-eighth meeting of the Standing Committee
Geneva (Switzerland), 3 - 8 February 2025

RESPONSES TO NOTIFICATION TO THE PARTIES NO. 2024/045 ON
WILDLIFE CRIME ENFORCEMENT SUPPORT IN WEST AND CENTRAL AFRICA

1. This document has been submitted by the Secretariat in relation to agenda item 39 on *Wildlife crime enforcement support in West and Central Africa*.¹
2. The Secretariat issued [Notification to the Parties No. 2024/045](#) of 13 March 2024, inviting Parties to submit information to the Secretariat on their implementation of Decisions 18.90 (Rev. CoP19), 19.84, 19.85 and 19.86. Responses were received from Benin, Nigeria, Senegal, Thailand, Togo, and the United States of America.
3. These responses are compiled in the present document in the language they were received.

¹ *The geographical designations employed in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the CITES Secretariat (or the United Nations Environment Programme) concerning the legal status of any country, territory, or area, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The responsibility for the contents of the document rests exclusively with its author.*

Response from Benin

**Document d'information concernant la mise en œuvre des Décisions de la CITES
relatives au Soutien à la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages en
Afrique de l'Ouest et Afrique centrale**

Soumis par l'Organe de Gestion CITES du Bénin 29

avril 2024

Décisions	Actions liées
18.90	Le Bénin n'a pas été contacté par les Parties qui importent des spécimens CITES au sujet de la Décision 18.90 et les encourage vivement à le faire.
19.84	<p>Le Bénin n'a pas été contacté par les Parties qui ont saisi des exportations de bois conformément à la Décision 19.84. Nous encourageons vivement les Parties à nous contacter pour nous communiquer toutes les données relatives aux saisies de bois (ou de toute autre espèce inscrite à la CITES) qui impliquent une exportation à partir du Bénin ou un transit par notre pays.</p> <p>En ce qui concerne l'utilisation de canaux d'information sécurisés, l'Équipe Spéciale Nationale chargée de la Lutte contre la Criminalité liée aux Espèces Sauvages nouvellement créée au Bénin (voir la Décision 19.85 ci-dessous) a l'intention d'explorer les options de communications sécurisées, y compris l'outil I-24/7 d'INTERPOL.</p> <p>Pour le moment, les adresses emails disponible sur le site de la Convention CITES demeurent valident pour toutes communications sécurisées.</p>

<p>19.85</p>	<p>Concernant la mise en œuvre des recommandations aux Parties en Afrique de l'Ouest et Centrale :</p> <p>i. Législation: Une nouvelle législation CITES a été promulguée le 8 juillet 2021. Une mise à jour a été envoyée au Secrétariat en février 2024, avec des copies de la loi promulguée et du projet de réglementation. Le Bénin s'est engagé à assurer le statut de Catégorie 1, en attendant l'examen du Secrétariat.</p> <p>ii. Stratégies et activités nationales et régionales : La Stratégie de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (SLCES) en Afrique de l'Ouest a été adoptée par le Parlement et le Conseil des ministres de la CEDEAO en décembre 2023. Dans le cadre de la SLCES, tous les pays de la CEDEAO sont désormais tenus d'élaborer des Stratégies Nationales de Lutte contre la Criminalité liée aux Espèces Sauvages et de mettre en place des Équipes Spéciales Nationales chargées de la Lutte contre la Criminalité liée aux Espèces Sauvages.</p> <p>En octobre 2023, grâce au soutien du Bureau international chargé de la lutte contre les stupéfiants et de l'application des lois du département d'État américain (<i>Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs - INL</i>), le Bénin a validé sa STRATÉGIE NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ LIÉE AUX ESPÈCES SAUVAGES EN RÉPUBLIQUE DU BENIN 2024-2028. La stratégie est actuellement reformatée en vue d'une validation formelle par le Gouvernement. Une copie finale sera partagée avec le Secrétariat en temps opportun.</p> <p>iii. Le Bénin a désigné une équipe spéciale chargée de la criminalité liée aux espèces sauvages (ESNLCS) multi-agences, qui sera le principal mécanisme de mise en œuvre de la stratégie nationale. L'ESNLCS est composée de représentants de dix autorités béninoises différentes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • OCERTID : Office central de répression du trafic illicite des drogues et des précurseurs • Service Régional de Lutte contre la Fraude de l'Atlantique Littoral • Cellule de Lutte contre le Crime Transnational Organisé (CTO) • Services des douanes maritimes et fluviales (Douanes) • Service du contrôle en entreprise (Douanes) • Service scanner au Port Autonome de Cotonou (Douanes) • Direction de la législation, de la Protection des Forêts et du Contentieux • Brigade Forestière Spéciale de l'Aéroport • Direction de la Biomasse-Energie et de la Valorisation des Ressources Forestières <p>iv. Renforcement de capacités : En janvier 2024, le Bénin a participé à un atelier sur l'entraide judiciaire (EJ), aux côtés de 10 autres États Membres de la CEDEAO, qui visait à renforcer la capacité régionale à coordonner l'application de la loi sur les espèces sauvages, y compris les meilleures pratiques en matière d'enquête, de poursuite et de condamnation des trafiquants d'espèces sauvages. L'atelier a été organisé par le programme WABiLED (West Africa Biodiversity and Low Emission Development) de l'USAID.</p> <p>En avril 2024, l'ESNLCS du Bénin a participé à une formation de base sur le renseignement soutenue par l'INL. Cette formation a permis aux ESNLCS d'acquérir les compétences de base en matière de renseignement pour la lutte contre la criminalité, nécessaires pour que les unités fonctionnent de manière proactive et efficace.</p> <p>Le Bénin a été informé que le programme WABiLED fournira des formations supplémentaires pour l'ESNLCS en 2024/2025. Ces formations ultérieures porteront sur les points suivants : Renseignement avancé, Enquêtes de base,</p>
---------------------	--

Enquêtes avancées et Lutte contre la criminalité transnationale organisée.

v. Engagement des parties prenantes

En ce qui concerne la collaboration transnationale :

En juillet 2023, le Bénin a participé à une réunion interrégionale sur le renforcement de la coopération entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale en matière d'application de la législation sur les espèces sauvages, qui s'est déroulée à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Les pays représentés à cette réunion étaient les suivants : Ghana, Nigéria, Côte d'Ivoire, Bénin, Gabon, Cameroun et RDC. La réunion interrégionale a permis aux enquêteurs chargés des affaires criminelles et aux responsables de ces affaires de discuter du renseignement, des défis et des meilleures pratiques en matière de trafic transnational d'espèces sauvages, tout en développant une capacité de collaboration en matière d'application de la loi. Cette réunion a également fourni un mécanisme pour l'échange confidentiel d'informations et la coordination d'enquêtes transnationales entre les pays participants.

Nigeria response to CITES Notification No. 2024/045:

Request for information on the implementation of the Decisions on Wildlife Crime enforcement support in West and Central Africa

Nigeria thanks the Secretariat for the opportunity to provide comments and feedback on Decisions 18.90 (Rev. CoP19) and 19.84 – 19.86. Nigeria is a target for organized criminal groups which are plundering Nigeria's wild flora and fauna, as well as using Nigeria as a transit hub for transshipment of illegally traded wildlife from other countries. Nigeria considers wildlife crime to be an extremely serious matter, and we are fully committed to ensuring that illegal wildlife trade is eradicated from our country.

Please find below details of Nigeria's implementation of the Decisions on Wildlife crime enforcement support in West and Central Africa:

1. Decision 18.90

MoU with Vietnam: Nigeria and Vietnam have drafted an MoU on Biodiversity Conservation and Cooperation in Combating Illegal Wildlife and Forest Crime. Signature of the MoU has been tentatively scheduled for September 2024. A copy of the signed MoU will be shared with the Secretariat in due course.

Liaison with China: Nigeria has initiated discussions with China concerning illegal trade in CITES listed species, with a view to identifying opportunities for collaboration. A progress update will be provided to Parties at the upcoming Standing Committee meeting.

Liaison with India: Nigeria has initiated discussions with India concerning illegal trade in CITES listed species, with a view to identifying opportunities for collaboration. A progress update will be provided to Parties at the upcoming Standing Committee meeting.

2. Decision 19.84

Regarding the use of existing secure communication channels, Nigeria is actively considering utilizing the I- 24/7 INTERPOL tools for its Wildlife Law Enforcement Task Force.

Regarding the illegal trade in *Pterocarpus erinaceus*, and Nigeria's current recommendation to suspend trade, Nigeria is committed to transitioning from manual to electronic permitting. Nigeria greatly appreciates the support provided for this process from the CITES CAP program, which is providing capacity building on electronic permitting. However, it should be noted that funds have not yet been secured for the deployment of the database and platform.

3. Decision 19.85

Regarding implementation of the *Recommendations to Parties in West and Central Africa for consideration in their implementation of measures and activities to address wildlife crime affecting the two subregions*:

- a. Legislation: Nigeria's new Wildlife Protection Bill has passed First Reading on the floor of the House of Representatives. Updates will be provided to the Secretariat once the bill has been adopted.
- b. National and regional strategies and activities: Nigeria is pleased to inform the CITES Parties and Secretariat that the West Africa Strategy on Combating Wildlife Crime was adopted by the ECOWAS Parliament and Council of Ministers in December 2023. A copy of the WASCWC will be shared with the Secretariat for distribution to all Parties in due course.

Nigeria adopted its 'National Strategy to Combat Wildlife and Forest Crime in Nigeria' (2022 – 2026) and has subsequently established a National Combating Wildlife Crime Steering Committee (NCWCSC) and

Wildlife Law Enforcement Task Force (WLETF) to support implementation of that strategy. The Task Force is multi-agency, comprising 34 members representing 18 different national authorities.

Nigeria is Co-Chair of the Steering Committee responsible for establishment of the regional West Africa Network to Combat Wildlife Crime (WAN). Following adoption of the WASCWC by ECOWAS, it is anticipated that the WAN will soon be launched and we encourage all Parties to engage with the WAN and provide support as it begins its activities in combating wildlife crime across the West African region.

- c. Stakeholder engagement: From 31 October to 2 November 2023, a training program for seaport and airport stakeholders was carried out in Lagos, with support from the USAID WABiLED program. The goal of the training was to enhance the skills of the private sector in the transport and financial sectors to fight against wildlife crime, in collaboration with law enforcement agencies responsible for the implementation of CITES and national wildlife laws. This was carried out in response to a private sector need assessment workshop conducted in May 2023 which mobilized over 60 participants from commercial banks, logistics and shipping companies, airlines and law enforcement agencies.
- d. Capacity Building: Nigeria has participated in a number of capacity building activities including the following:
 - i. Basic intelligence training for the WLETF (sponsored by INL);
 - ii. Basic investigators training for the WLETF (sponsored by the USAID WABiLED program);
 - iii. Mutual legal assistance training aimed at strengthening regional capacity to coordinate on wildlife law enforcement (sponsored by the USAID WABiLED program);

Regarding engagement with Central Africa, Nigeria is very pleased to inform the Secretariat that it has recently signed a Cooperation Framework Agreement with the Government of the Republic of Cameroon, concerning Transboundary Ecosystems Conservation and Sustainable Management of Forestry and Wildlife Resources. This agreement includes numerous activities that will support CITES implementation, including (inter alia):

- *The development of a common strategy to combat illegal exploitation of, and trade in forestry and wildlife resources;*
- *Setting up an information sharing platform, joint criminal investigation units and intervention brigades;*
- *Implementing joint actions to combat illegal logging and trade in forestry products;*
- *Implementing joint actions to combat wildlife crime and illegal trade in wildlife products;*
- *Setting up a common platform to prosecute offences and follow up litigation arising from the fight against wildlife crime and unlawful exploitation of forest resources.*

In July 2023, Nigeria additionally participated in an **inter-regional meeting on strengthening wildlife law enforcement cooperation between West and Central Africa**. This workshop was held in Abidjan, Côte d'Ivoire. The meeting provided countries with an opportunity to discuss challenges related to combating transnational organized crime and opportunities for collaboration on enforcement.

Objet : Notification No. 045 on Wildlife crime enforcement support in West and Central Africa"

Pour l'appui à la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages en Afrique de l'Ouest et du Centre, Le Sénégal par l'entremise de l'organe de gestion et d'autres acteurs du milieu comme les juges et les procureurs ont eu à prendre part à différents programmes de renforcement de capacité dans ce sens. Il s'agit entre autres de :

- L'élaboration et la validation du projet de Règlement sur la Stratégie de Lutte contre la Criminalité liée aux Espèces Sauvages en Afrique de l'Ouest (SLCES) le 27 septembre 2023 par le conseil des Ministres en charge de l'environnement de la CEDEAO au cours d'une réunion virtuelle avec l'appui de WABILED financé par l'USAID ;
- La participation de l'organe de gestion du Sénégal à la réunion régionale sur les enquêtes proactives en matière de criminalité transnationale organisée, de trafic illicite de ressources naturelles » qui s'est tenue du 24 au 27 décembre à Abidjan en Côte d'Ivoire. Cette réunion a été organisée par le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUJDC ROSEN)
- La participation de l'organe de gestion du Sénégal à l'atelier régional sur l'entre-aide judiciaire qui regroupait les organes de gestion, un point focal responsable de l'EJ et un juge ou un procureur des Etats de la CEDEAO. Cette formation organisée du 22 au 26 janvier 2024 au Ghana par WABILED avec l'appui de l'USAID, avait pour objectif de renforcer la capacité régionale de coordination en matière de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, en permettant aux autorités chargées de la lutte contre la criminalité et aux procureurs, d'obtenir des preuves, des informations et des témoignages à l'étranger sous une forme admissible devant les tribunaux de l'État requérant.

Pour ce qui est de l'entraide avec les pays importateurs de spécimens en Afrique de l'Ouest et du Centre, quelques relations existent avec certains pays comme Singapour ou l'essentiel des échanges concernent la communication avec organes de gestions pour le contrôle et la vérification de l'authenticité de certains permis.

**Subject: Notification No. 2024/045 on Wildlife crime enforcement support in
West and Central Africa**

With reference to Decisions 18.90 (Rev. CoP19), 19.84, 19.85 and 19.86 on Wildlife crime enforcement support in West and Central Africa.

As an importing country, Thailand monitors trade volume of wildlife imported from West and Central Africa since 2022. Imported wildlife mainly involves reptiles and birds listed in Appendix II for trade purposes. In accordance with the Wild Animal Reservation and Protection Act B.E. 2562 (2019), import permit is required for all species in CITES appendices. This enables a verification of export permit from countries of concern prior to issuance of an import permit. Required permits and imported specimens have been physically inspected at the entry checkpoint by wildlife officers. For exporting offspring born from imported animals, the issuance of permit involves inspecting changes in the number of animals to be bred in captivity to ensure legal acquisition and prevent the laundering of illegal specimens. Thailand will continue monitoring the trade of specimens from West and Central Africa as directed by the Decisions.

Please be informed accordingly.

Response from Togo

Faisant suite a la Notification n° 2024/045 portant sur la mise en ceuvre des Decisions relatives au *Soutien a la Jutte contre la criminalite liee aux especes sauvages en Afrique de l'Quest et Afrique centrale*,

J'ai l'honneur de porter a votre connaissance que l'organe de gestion CITES du Togo a fait sienne les recommandations de la **decisions 18.90 et 19.84**, et est dispose a collaborer avec les Parties importatrices. Cependant, une collaboration formelle n'est pas encore etablie.

Concernant la Decision 19.85 point a et b, le Togo a pris les recommandations en consideration et a participe a diverses activites visant a lutter contre la criminalite liee aux especes sauvages aux niveaux national et regional. A titre d'exemple :

- En juin 2023, le Togo a organise un atelier d'«evaluation des besoins » avec diverses parties prenantes nationales afin d'evaluer les besoins du pays et de fournir des orientations strategiques pour developper de maniere complete une Strategie Nationale de Lutte contre la Criminalite liee aux Especes Sauvages (SNLCES). L'atelier a ete soutenu par le programme WABiLED de l'USAID.
- Les 11 et 12 mars 2024, le Togo a organise un atelier de validation de deux jours, au cours duquel toutes les parties prenantes ont valide le cadre de mise en ceuvre de la Strategie Nationale de Lutte centre la Criminalite liee aux Especes Sauvages (SNLCES) du Togo. Une copie de la strategie adoptee est jointe.
- Le Togo a participe a un atelier sur l'entraide judiciaire, en janvier 2024, aux cotes de 10 autres Etats Membres de la CEDEAO, qui visait a renforcer la capacite regionale de coordination en matiere de lutte contre la criminalite liee aux especes sauvages, incluant les meilleures pratiques en matiere d'enquete, de poursuite et de condamnation des trafiquants d'especes sauvages. L'atelier a ete organise par WABiLED.
- Le Togo est fier d'annoncer la designation d'une Equipe Speciale Nationale chargee de la Lutte centre la Criminalite liee aux Especes Sauvages (ESNLCES) comme mecanisme principal de mise en ceuvre de la strategie nationale.
- L'ESNLCES du Togo a participe a une « formation initiale aux enquetes » en fevrier 2024, soutenue par le programme WABiLED de l'USAID. L'atelier a fourni les bases fondamentales pour entreprendre des enquetes efficaces.
- L'ESNLCES a egalement beneficie d'un soutien en matiere de mentorat, ce qui a permis la conduite d'enquetes transnationales relatives a des especes inscrites a la CITES dans la region et au niveau international.
- En janvier 2023, un atelier d'evaluation des besoins et de sensibilisation a ete organise pour les acteurs du secteur prive dans les domaines du transport et de la banque, mettant en evidence le role du secteur prive dans la lutte contre le commerce illegal d'especes sauvages tant au niveau national que regional. Dans un effort soutenu pour lutter contre le commerce illegal d'especes sauvages, une formation a ete organisee en janvier 2024 pour doter le secteur prive des competences necessaires pour collaborer, detecter et signaler les transactions suspectes aux autorites togolaises. Au total, 55 participants du secteur prive ant participe a cet effort de sensibilisation et de renforcement des capacites soutenu par WABiLED.

En ce qui concerne les operations de saisie, les efforts entrepris dans le cadre de l'ESNLCES ant permis de proceder a la saisie de :

- 17 Tamarin-lion dares (*Leontopithecus rosalia*) et de 12 Ara de lear (*Anodorhynchus lean*) taus inscrits a l'annexe I de la CITES, le 12 Fevrier 2024 ;
- 02 Grues couronnees, 04 Tortues geantes, 02 Paons et 04 Canards d'une contrebande en provenance du Nigeria et a destination du Ghana voisin, le 09 mars 2024 ;
- 04 Grues couronnees et 09 petits oies, egalement en provenance du Nigeria et a destination du Ghana le 06 avril 2024 de.

Il m'echoie, de reiterer une fois encore l'engagement de l'organe de gestion CITES dans la mise en ceuvre des Recommandations et Decisions de la CITES concernant le commerce illegal des especes sauvages.

Response from United States of America

Notification to the Parties 2024/045 – Request for information on the implementation of the Decisions on Wildlife crime enforcement support in West and Central Africa

Information from the United States of America

Division of Scientific Authority, U.S. Fish and Wildlife Service

- With regard to supporting efforts to determine and ensure sustainable levels of trade through scientific studies that can facilitate the making of robust non-detriment findings, the U.S. CITES Scientific Authority has provided Parties in West and Central Africa with information and guidance on how to prepare proposals to amend Appendices I and II and advised them on how to submit comments in response to U.S. public consultation efforts related to preparations for meetings of the Conference of the Parties.

Office of Law Enforcement, U.S. Fish and Wildlife Service

- All wildlife imported into the United States from any country, including those in West and Central Africa, is required to be declared to and cleared by the U.S. Fish and Wildlife Service, Office of Law Enforcement (FWS/OLE) prior to entry. FWS/OLE reviews the supporting documentation, including any CITES documents, to determine if there is any reason to suspect that the wildlife in the shipment is not being traded legally. FWS/OLE investigates any suspicions of illegal trade and takes appropriate enforcement action.
- FWS/OLE routinely contacts exporting countries with concerns about legality of particular shipments, or repeated occurrences of similar violations, in an effort to facilitate legal trade and interrupt the illegal trade at the source. Any issues that involve multiple parties are raised to the appropriate CITES body for discussion and resolution.
- FWS/OLE utilizes all available methods of communication to enhance collaboration with Parties in West and Central Africa regarding illegal wildlife trade, as appropriate for the circumstances of the situation.

U.S. Department of State

- The U.S. Department of State, Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL) has provided more than \$18,000,000 USD to support such efforts in the region since 2020. INL programming in West and Central Africa is focused on combating wildlife trafficking through:
 - strengthening anti-poaching in National Parks in Benin, Chad, the Republic of Congo and the Democratic Republic of Congo;
 - providing support to interdiction capacity in key source countries;
 - training government agencies to investigate and prosecute instances of wildlife trafficking;
 - supporting cooperation through the West Africa Strategy on Combating Wildlife Crime, and
 - building stockpile management systems to deter corruption and prevent leakages of wildlife products into the illegal market.
- The U.S. Department of State's Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs (OES) provided \$288,000 USD in 2023 to train law enforcement officers, investigators, prosecutors, and judges in Gabon and Cameroon responsible for interdicting, investigating, and prosecuting illegal logging and associated trade.